



HAL
open science

Thaïlande : l'abcès gonfle

Bruno Jetin, Arnaud Dubus

► **To cite this version:**

Bruno Jetin, Arnaud Dubus. Thaïlande : l'abcès gonfle. J. Jammes. L'Asie du Sud-Est 2013, Les Indes savantes-IRASEC, 2013, L'Asie du Sud-est. halshs-02020057

HAL Id: halshs-02020057

<https://shs.hal.science/halshs-02020057>

Submitted on 26 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Citation : A. Dubus, B. Jetin (2013). “Thaïlande : L’abcès gonfle”. In, J. Jammes (éditeur), Asie du Sud-Est 2013, Paris et Bangkok : Les Indes savantes-IRASEC.

Thaïlande : L’abcès gonfle

Arnaud Dubus et Bruno Jetin

Mise en parallèle avec l’explosion des passions politiques de 2010 et la ferveur électorale de 2011, l’année 2012 aura été relativement calme, sur le plan politique, en Thaïlande. Un calme relatif toutefois. De nombreux mouvements souterrains s’agitent sous une surface apparemment paisible : les différents acteurs de la longue crise de transition qui secoue le pays depuis 2005 marchandent, exercent des pressions, se positionnent. C’est une constante dans l’histoire thaïlandaise : les différents groupements au sein de l’élite s’affrontent pour la conquête du pouvoir en dehors de tout débat idéologique, mais en fonction d’intérêts économiques ou en lien avec le contrôle du pays. Sur le plan économique, le royaume a bénéficié en 2012 du report des investissements provoqué par les inondations catastrophiques de la fin 2011. Mais les handicaps bien connus de la Thaïlande (système éducatif et manque d’innovation notamment) ne permettent pas d’envisager avec sérénité l’avenir proche.

Le ballet feutré qui a occupé le devant de la scène thaïlandaise en 2012 s’est en grande partie articulé autour de l’offensive ratée du gouvernement de la Première ministre Yingluck Shinawatra, élue en juillet 2011, pour faire voter par le Parlement des lois qui auraient renforcé les positions du clan politique de Thaksin Shinawatra, son frère aîné, ancien Premier ministre renversé par un coup d’État en septembre 2006.

1. Le débat sur la réconciliation et sur la réforme constitutionnelle

La décision prise par la Cour constitutionnelle le 13 juillet 2012 s’est conformée à une attitude assez traditionnelle en Thaïlande : apaiser les tensions de manière temporaire mais éviter de crever l’abcès. Le jugement avait été précédé d’une montée progressive du conflit entre le gouvernement Puea Thai dirigé par Yingluck Shinawatra et l’opposition menée par le Parti démocrate. Ce dernier, qui n’est jamais meilleur que lorsqu’il se trouve en position d’attaquer une administration en place, a mené pendant le premier semestre 2012 une longue guerre au sein du Parlement contre plusieurs projets de loi de réconciliation et un projet de loi d’amendement constitutionnel initiés par le gouvernement.

Ces projets de lois constituaient des outils dans le cadre de la tactique de la carotte et du bâton menée par Thaksin vis à vis de ses adversaires au sein de l’armée, de l’establishment royaliste et conservateur et du Parti démocrate. Les projets de loi de réconciliation proposaient en substance d’accorder une amnistie à toutes les personnes impliquées dans des « crimes politiques » depuis le coup d’État du 19 septembre 2006. Cela aurait donc levé la condamnation à deux ans de prison pour abus de pouvoir, prononcée en 2008, contre l’ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra et lui aurait permis de récupérer les 46 milliards de bahts « acquis illégalement » qui ont été saisis en février 2010 par la justice. Et cela aurait aussi exonéré les militaires des crimes commis pendant la répression des manifestations des Chemises rouges d’avril et de mai 2010 (92 morts dont une grande majorité de Chemises rouges).

Au moment le plus intense de cette guérilla parlementaire, les députés d’opposition en sont venus, en juin 2012, à faire voler – façon parlement de Taïwan – les paquets de feuilles autour du président de la Chambre basse Somsak Kiatsuranont, protégé par une haie de policiers, et à quitter l’Assemblée. Devant cette offensive, le parti Puea Thai a jugé préférable de ne pas forcer

sa chance, malgré les pressions de Thaksin Shinawatra exilé à Dubai. Le parti a laissé entendre qu'il ne pousserait pas le passage des projets de loi de réconciliation, désamorçant en grande partie la confrontation.

Restait le projet de loi de réforme de la Constitution. La question était plus délicate, car si tout le monde avait bien compris que la « réconciliation » était un mot vide de sens dans le contexte de crise profonde que traverse le pays, la réforme de la Constitution de 2007, rédigée par une Assemblée mise en place par les militaires putschistes de septembre 2006, faisait partie des promesses prioritaires lors de la campagne de Yingluck en juin 2011. Dans un premier temps, le projet de loi visait simplement à altérer l'article 291 de la Constitution, afin d'ouvrir la voie à l'établissement d'une assemblée constituante qui puisse rédiger une nouvelle charte, laquelle aurait ensuite été soumise à un référendum (comme l'a été la Constitution de 2007). De nouveau, le Parti démocrate fit preuve de sa capacité à miner un gouvernement en place – et d'une certaine dose de mauvaise foi – en accusant les promoteurs du projet de loi de réforme constitutionnelle de viser à renverser le régime de la monarchie constitutionnelle. L'accusation était outrancière : elle revenait à présumer, sur la base d'une initiative pour modifier une simple clause de la charte fondamentale, un complot quasi-révolutionnaire.

Néanmoins, la Cour constitutionnelle en a profité pour saisir la balle au bond. Elle suspendit d'abord, en juin, les débats sur le projet de loi, puis prononça à la mi-juillet un jugement mi-figue mi-raisin, qui, sans mécontenter personne, n'a satisfait aucune des parties. La sanction redoutée d'une dissolution du parti Puea Thai pour complot anti-monarchiste fut évitée. Elle aurait inmanquablement causé une résurgence des manifestations de la part des Chemises rouges, car cela aurait été le troisième parti pro-Thaksin à être dissous depuis 2006. Mais parallèlement, la Cour estima, sur la base d'une appréciation assez floue des règles constitutionnelles et de ses compétences, que le gouvernement ne pouvait pas engager une réforme complète de la Constitution sans organiser auparavant un référendum sur l'opportunité d'une telle réforme. Dans un pays qui a connu 18 coups d'État et 22 constitutions depuis l'abolition de la monarchie absolue en 1932, un tel dispositif est surprenant : aucune réforme constitutionnelle n'a été soumise à un tel préalable. La Constitution de 2007 mise en place par une Assemblée aux ordres des militaires apparaît comme sacro-sainte.

Quoiqu'il en soit, le jugement a momentanément refroidi les passions. Le gouvernement a reporté sa campagne pour réformer la Constitution à une prochaine fois et, manquant de munitions, le Parti démocrate est rentré au bivouac. Le vrai perdant de cette passe d'armes est Thaksin qui misait sur cette campagne législative pour préparer sa rentrée au pays. Les lois de réconciliation l'auraient lavé de la condamnation de 2008 et la réforme de la Constitution aurait permis de mettre en place une nouvelle charte, laquelle aurait accordé à l'exécutif un statut dominant vis-à-vis des organisations dites « indépendantes » (Commission anti-corruption, Commission anti-blanchiment, Commission nationale des médias audio-visuels, Commission des droits de l'Homme...). Une autre conséquence importante de cet épisode est la confirmation qu'une partie de l'appareil judiciaire ne joue plus son rôle d'arbitre, mais qu'elle est devenue un acteur du jeu politique. Cette tendance avait commencé dès 2006 lorsque les cours de justice avaient annulé les élections d'avril de cette année, puis dissout le parti Thai Rak Thai, après que le roi Bhumibol eut incité les juges à ne pas avoir peur de « prendre des décisions justes ». Le fait que la Cour constitutionnelle n'ait pas été, cette fois-ci, jusqu'à dissoudre le parti Puea Thai tend à indiquer que les juges sont malgré tout conscients qu'il y a une limite qu'ils ne peuvent pas dépasser.

2. Le mystère Yingluck

La cheffe de gouvernement Yingluck Shinawatra a brillé par son absence dans le contexte de cette joute entre le gouvernement et l'opposition, laissant le président de la Chambre basse et

le vice-Premier ministre Chalerm Yoobamrung occuper l'avant-scène. Malgré cela et sans en donner l'impression, Yingluck a maintenu sa crédibilité auprès des Thaïlandais et réussi à imposer un nouveau style de leadership, dépourvu d'agressivité et consensuel. En juillet, un sondage de l'Institut national de développement de l'administration (NIDA) indiquait que 64,1 % des sondés s'estimaient satisfaits de son action, alors même que le taux d'approbation de son gouvernement était aux alentours de 50 % ¹(1). « Son principal atout est son bon tempérament. Elle apprend en faisant », a noté le politologue thaïlandais Thitinan Pongsudhirak ²(2).

Élégante et chaleureuse, Yingluck remplit bien la partie représentative de sa fonction. Visitant les chefs d'État et de gouvernement de la planète, elle est très attentive à la forme, sachant que son image est rediffusée dans le royaume et l'importance qu'accordent généralement les Thaïlandais à ces critères. En revanche, elle a clairement du mal à maîtriser certains dossiers, notamment celui du Sud à majorité musulmane et celui de l'économie, comme nous le verrons plus bas. Concernant le Sud, en proie à une résurgence de l'insurrection séparatiste depuis 2004, seuls 23 % des Thaïlandais sondés se disent satisfaits de la politique de Yingluck selon le sondage déjà cité. Pendant les 15 premiers mois de son mandat, elle ne s'y est rendue que deux fois, pour des visites d'une journée, déléguant la gestion de la situation aux militaires et à certains de ses ministres, et en tout premier lieu les vice-Premiers ministres Chalerm Yoobamrung et Yongyuth Wichaidit. Cette carte blanche laissée aux militaires n'a cependant apporté aucune amélioration de la sécurité dans les trois provinces, Pattani, Yala et Narathiwat.

Sur le plan économique, le gouvernement de Yingluck a poursuivi les programmes du premier gouvernement de Thaksin Shinawatra, mais sans la même cohérence d'ensemble. Yingluck elle-même a du mal à défendre ou à expliquer une politique, qui, dans le fond, n'est pas la sienne. L'évolution de l'économie du royaume s'est ressentie à pâti de ce manque de maîtrise.

3. Une année 2011 catastrophique au plan économique

L'économie thaïlandaise a connu en 2011 une année mouvementée dont les effets auront marqué 2012. Au premier trimestre 2011, le tsunami qui a frappé le Japon a rompu les approvisionnements en composants et pièces détachées provoquant la paralysie de nombre d'usines thaïlandaises qui en dépendent pour fabriquer des produits finis destinés au marché national ou à l'exportation. L'économie thaïlandaise se remettait tout juste de cette première épreuve lorsque des crues catastrophiques ont commencé à affecter de nombreuses entreprises dès le mois d'août puis se sont encore aggravées en octobre-novembre en inondant une grande partie de la zone industrielle du grand-Bangkok. Outre des pertes humaines et matérielles massives³, ces inondations auront provoqué une contraction record de -10,75% au dernier trimestre de 2011 (par rapport au dernier trimestre de 2010) conduisant à une croissance du PIB pour l'ensemble de l'année 2011 presque nulle (+0,1%). L'automobile et l'électronique ont été particulièrement affectées tout comme l'agriculture et le tourisme. Malgré ces épreuves, le nombre de demandeurs d'emploi est resté à un niveau faible comme toujours en Thaïlande. En l'absence d'allocations chômage, les Thaïlandais n'ont d'autre choix que de se mettre à leur compte ou de faire appel à la solidarité familiale en retournant travailler à titre gratuit dans les petites entreprises familiales (exploitations agricoles, petits commerces et artisanat) où ils sont pris en charge le temps que dure la crise. Par rapport à l'année précédente, 144 000 travailleurs thaïlandais supplémentaires avaient créé leur propre activité au troisième trimestre 2011 et

¹ Nida Poll shows Yingluck's approval ratings declines to 64 %, Bangkok Pundit, 10 juillet 2012.

² Présentation au Club des correspondants étrangers de Thaïlande, 9 août 2012.

³ 13,6 millions de Thaïlandais ont été affectés par les inondations dont 815 personnes ont trouvé la mort. On estime que 600 millions d'hectares de terres cultivées ont été inondées et 20,000 usines ont été endommagées, provoquant le chômage provisoire d'un million et demi de personnes. La Banque Mondiale estime le coût économique de cette catastrophe à 45,7 milliards de dollars.

493 000 étaient retournés travailler gratuitement dans les petites entreprises familiales⁴. De leur côté, les grandes entreprises privées ont pour l'essentiel maintenu leurs effectifs en prévision de la reprise de l'activité économique au début 2012.

4. Un éphémère rebond en 2012

Cette reprise a été d'autant plus forte durant la première moitié de l'année 2012 que nombre de projets d'investissement prévus pour 2011 avaient été reportés ainsi qu'une partie de la consommation des ménages. Pour 2012, le Bureau de développement économique et social (NESDB)⁵(4) prévoyait en début d'année une croissance comprise entre 5,5 et 6,5%. Selon le FMI⁶, l'effet de report de la « croissance ratée » de 2011 se ferait encore sentir l'année suivante et permettrait à la Thaïlande de réaliser une croissance de 7,5% en 2013. La relance par la demande intérieure est par ailleurs confortée par la reconstruction et la mise en œuvre d'un programme de grands travaux visant à prévenir de nouvelles crues catastrophiques. Le gouvernement a annoncé à cette fin un plan de prévention des inondations pour un montant de 350 milliards de bahts (8,75 milliards d'euros)⁷ à réaliser sur la période 2012-2014. Enfin, la hausse du salaire minimum de 40% en avril 2012, pour commencer à mettre en œuvre un engagement électoral de la Première ministre Yingluck Shinawatra⁸, doit se poursuivre en janvier 2013 par l'instauration d'un salaire minimum de 300 bahts par jour (7,5 euros). Cette hausse du salaire minimum est censée pérenniser la vigueur de la consommation et valoir à la cheffe du gouvernement le soutien des ménages les plus modestes. S'y ajoute un moratoire de la dette des ménages à faibles revenus. Les classes moyennes bénéficient quant à elles de deux mesures visant elles aussi à conforter le marché intérieur et dont les retombées électorales sont a priori positives. Le gouvernement a décidé d'un crédit d'impôt jusqu'à 500 000 bahts (12 500 euros) pour l'achat d'un logement neuf et de 100 000 bahts (2 500 euros) pour l'achat d'une voiture neuve. Les entrepreneurs n'ont pas été oubliés : l'impôt sur le bénéfice des sociétés doit être réduit de 30% à 23% en 2012, puis ramené à 20% en 2013. De leur côté, les riziculteurs vont bénéficier d'un nouveau système de soutien par lequel le gouvernement s'engage à acheter le riz à un prix supérieur à celui du marché, ce qui devrait assurer une progression de leur revenu. Enfin, une large partie de la population et des entreprises vont profiter de la prolongation de la baisse des taxes sur le diesel mise en place en avril 2011 par le gouvernement précédent. L'ensemble de ces mesures fait l'objet d'un débat parmi les économistes thaïlandais et les observateurs de la Thaïlande qui concerne leur efficacité et leur coût.

En ce qui concerne l'efficacité des mesures, les critiques soulignent qu'elles ne bénéficient pas en priorité aux pauvres et aux ménages modestes mais aux classes moyennes et aux plus riches. Ainsi, Somchai Jitsuchon, directeur de recherche au « Thailand Development Research Institute » (TDRI), un institut de recherche public respecté, développe l'argumentation suivante⁹: la hausse du salaire minimum, équivalent à un transfert de revenu de 2,5% du PIB, se retournerait contre les travailleurs du bas de l'échelle salariale car les entreprises réagiraient par des licenciements. Les crédits d'impôt sur l'achat d'une première voiture neuve ou d'un

⁴ NESDB (2012) "Economic Outlook in Q4 2011 and Outlook for 2012", National Economic and Social Development Board. <http://eng.nesdb.go.th/Default.aspx?tabid=95>

⁵ NESDB (2012) "Economic Outlook in Q4 2011 and Outlook for 2012", National Economic and Social Development Board. <http://eng.nesdb.go.th/Default.aspx?tabid=95>

⁶ IMF (2012). "Thailand 2012 Article IV Consultation "IMF Country Report n° 12/124, Washington DC.

⁷ On retiendra le taux de change de 1 euro = 40 bahts.

⁸ Voir Arnaud Dubus et Jacques Ivanoff (2012). « Thaïlande. Un jeu d'ombre et de lumière », page 256. Dans L'Asie du Sud-Est 2012 sous la direction de Jérémy Jammes et Benoît de Tréglodé, Bangkok, IRASEC, 2012.

⁹ Voir Somchai Jitsuchon (2012). "Fiscal cost and Thailand's redistribution policies", dans "East Asia Forum Quarterly, where is Thailand Headed?" Lien avec l'article : <http://www.eastasiaforum.org/2011/12/31/fiscal-cost-and-thailands-redistribution-policies/>

premier logement ne profiteraient qu'aux classes moyennes et aux plus riches. Par exemple, seuls les 25% des Thaïlandais les plus riches ont un revenu suffisant pour posséder une voiture, et parmi eux seuls les plus riches peuvent acheter une voiture neuve, la majorité se contentant d'un véhicule d'occasion. L'achat d'une maison neuve ne concerne quant à lui que les ménages aisés. De même, le programme d'achat du riz ne profiterait pas aux paysans les plus pauvres qui ne sont pas en mesure de transporter leur récolte dans les silos où elle doit être entreposée. Le système ne profiterait qu'aux grands propriétaires terriens dont on soupçonne que beaucoup sont des étrangers notamment de Singapour opérant à travers des prête-noms. La baisse des taxes sur le diesel bénéficierait surtout aux riches propriétaires de 4x4. Enfin, le coût fiscal de ces mesures est jugé exorbitant et conduirait à des déficits budgétaires excessifs entraînant la Thaïlande dans une spirale d'endettement dangereuse : la dette publique dépasserait le niveau fatidique de 60% du PIB.

Une campagne contre le renouvellement du programme d'achat du riz pour la campagne 2012/2013 organisée par des chercheurs de trois instituts de recherche publics prestigieux, le « National Institute of Development Administration » (NIDA) et le Bureau national de développement économique et social (NESDB) avec le soutien du « Thailand Development Research Institute » (TDRI), en a dénoncé le coût pour les finances publiques. Ces chercheurs ont même envisagé un recours en justice, voire une pétition publique et la saisie de la Cour constitutionnelle. Saisi par un opposant, l'ancien vice-Premier ministre et ancien ministre des Finances, Pridiyathorn Devakula, le médiateur du royaume, a même accepté de mener une enquête¹⁰. Ces initiatives peuvent être interprétées comme un signe de bonne santé de la démocratie en Thaïlande qui verrait une pluralité d'opinions s'exprimer sur la pertinence de la politique économique du gouvernement. Elles peuvent aussi être interprétées comme une nouvelle manifestation d'une élite technocratique rétive au changement et prompte à dénoncer toute politique redistributive que ce soit en faveur des 16 millions de riziculteurs ou des salariés qui perçoivent le salaire minimum. Selon cette conception, l'ensemble du plan de relance du gouvernement de Yingluck Shinawatra ne serait que du « populisme » à courte vue typique de la politique menée par son frère Thaksin Shinawatra lorsqu'il était premier ministre de 2001 à 2006.

Certaines critiques sont fondées, notamment celles qui dénoncent l'absence de priorité en faveur des plus pauvres et le fait que certaines mesures profitent à des ménages qui n'en ont pas besoin. Mais d'autres sont aussi empreintes d'un esprit partisan hostile au gouvernement actuel et qui s'inspirent sur le plan de la théorie économique de la seule théorie de l'offre, chère au néolibéralisme, en négligeant totalement les idées keynésiennes qui insistent sur le rôle décisif que la demande peut jouer à court terme pour sortir de la crise. Dans ce domaine, la hausse du salaire minimum à 300 bahts par jour dans toutes les provinces du pays, soit environ 9 000 bahts par mois (225 euros), apparaît nécessaire à une relance par la consommation. Nécessaire, car au premier trimestre de l'année 2012, la Thaïlande comptait encore une majorité de travailleurs peu éduqués percevant des salaires bien inférieurs à 9 000 bahts (voir le tableau 1).

	En million	En % de l'emploi total	Salaire en bahts	Salaire en euros
Aucune éducation	1, 329	3,5	5 124	128
Primaire incomplet	9,635	25,3	5 995	150
Primaire complet	8,886	23,4	6 432	161
Secondaire inférieur	5,945	15,6	6 941	174
Secondaire supérieur	5, 501	14,5	9 162	229

¹⁰ Voir l'article « Opposition mounts to rice scheme », Bangkok Post, 22 septembre 2012.

tertiaire	6, 596	17,4	12 135	303
Note : l'emploi total s'élève à 38,016 millions de travailleurs. Le taux de change retenu est de 1 euro = 40 bahts. Source : calculs de l'auteur à partir des données du « Labor Force Suvey » du National Statistical Office de Thaïlande.				

Au total, 25,8 millions de travailleurs thaïlandais, soit environ 68%, gagnent moins de 9 000 bahts et profiteront de la hausse du salaire minimum lorsqu'elle aura lieu¹¹. C'est dire l'effet potentiel important sur la consommation des ménages.

Le FMI, une institution peu suspecte de favoriser le laxisme en matière de finances publiques, estime que l'ensemble des mesures prises par le gouvernement de Yingluck Shinawatra conduirait à une augmentation du déficit du secteur public¹² de 2,4% du PIB en 2011 à 4,4% en 2012¹³. Comme le niveau de la dette publique thaïlandaise est actuellement de 40% du PIB, les autorités n'auraient aucune difficulté à financer ce déficit dans l'immédiat. Bien sûr, le maintien d'un déficit de cette ampleur conduirait à l'augmentation graduelle de la dette publique et la Thaïlande s'est choisie pour règle de ne pas dépasser le plafond de 60% du PIB et un service de la dette¹⁴ maximum de 15% du PIB. Au rythme actuel, la dette publique atteindrait 51% en 2017 selon le FMI c'est-à-dire un niveau qui reste inférieur à la limite choisie et bien inférieur au niveau atteint en Europe ou aux États-Unis. Toujours selon le FMI, il serait possible de stabiliser la dette bien avant cette échéance en revenant sur certaines des mesures récemment adoptées. Par exemple, augmenter les recettes fiscales en restaurant la taxe sur le diesel, en éliminant les crédits d'impôt et en ramenant le taux d'imposition des sociétés à son niveau antérieur permettrait de maintenir les dépenses courantes tout en créant des marges de manœuvre fiscales dont le royaume a bien besoin.

L'économiste Pasuk Phongpaichit¹⁵ développe cet argument en soulignant que la Thaïlande est un pays où l'impôt est plus faible que dans la moyenne des pays à revenu intermédiaire : 17% du PIB contre 32% en Turquie par exemple. Améliorer la collecte des impôts dans le cadre de la législation existante permettrait d'augmenter les recettes d'un montant égal à 5% du PIB. Toujours selon Pasuk Phongpaichit, la Thaïlande devrait aller plus loin dans la correction des inégalités sociales par l'outil fiscal en augmentant les impôts fonciers¹⁶, en créant un impôt sur le patrimoine, un impôt sur les plus-values boursières et des taxes environnementales. Cette augmentation des recettes fiscales est d'autant plus nécessaire que la Thaïlande doit continuer d'investir dans l'amélioration de ses infrastructures, financer un système de sécurité sociale encore embryonnaire et maintenir son effort éducatif.

¹¹ Un an après la prise de pouvoir de Yingluck Shinawatra, en juillet 2011, le salaire minimum de 300 bahts par jour n'est toujours pas en vigueur du fait des oppositions qu'il rencontre. Le « Comité national des salaires » a approuvé cette hausse lors de sa réunion du 5 septembre 2012, mais la mesure doit encore être approuvée par le cabinet pour entrer éventuellement en vigueur en janvier 2013.

¹² Le déficit du secteur public comprend le déficit du budget de l'État proprement dit, plus les dépenses réalisées par les entreprises publiques comme celle qui rachètent le riz dans le cadre du programme de soutien aux riziculteurs.

¹³ Source: IMF (2012, op. cit., p. 9).

¹⁴ Le service de la dette comprend le paiement du principal plus les intérêts de l'année.

¹⁵ Pasuk Phongpaichit (2012) "Confronting Thailand's inequality through fiscal reform", East Asia Forum, <http://www.eastasiaforum.org/2012/01/14/confronting-thailands-inequality-through-fiscal-reform/> Pasuk Phongpaichit est professeure à l'université Chulalongkorn et à l'université de Kyoto. Elle est l'auteur d'un grand nombre d'ouvrages et d'articles renommés sur l'histoire, l'économie, la politique et les inégalités sociales de la Thaïlande.

¹⁶ Pasuk Phongpaichit (op cit) rappelle que les taxes foncières ne représentent que 0,2% du PIB en Thaïlande et qu'Abhisit Vejjajiva, le Premier ministre du Parti démocrate jusqu'en juillet 2011, avait proposé un projet de loi visant à les augmenter pour dégager 1,25 % du PIB supplémentaire. Le projet de loi a été abandonné à l'approche de la campagne électorale.

5. Des problèmes structurels à l'horizon

Le ralentissement de la demande mondiale dans la deuxième moitié de l'année 2012 a contraint le ministre des Finances (et vice-Premier ministre) Kittirat Na-Ranong à admettre le 21 août 2012 que l'engagement du gouvernement à atteindre une croissance des exportations pour l'année de 15% était un « mensonge pieux » (white lie) destiné à forger la confiance dans le dynamisme de l'économie. L'objectif sera ramené à 4,5% le 13 septembre 2012 et l'objectif de croissance du PIB à son minimum de 5,5%, ce qui reste incertain.

Cet aveu, outre l'effet désastreux sur la confiance que les investisseurs peuvent accorder aux prévisions officielles, révèle la sensibilité de l'économie thaïlandaise à la conjoncture internationale qui s'est à nouveau dégradée au deuxième semestre de l'année 2012, en particulier en Europe. L'enlisement de l'Europe dans la crise, alors que le Japon et les États-Unis ne parviennent pas à rebondir, renforce un mouvement de fond qui voit les exportations de la Thaïlande devenir de plus en plus dépendantes de l'ASEAN et de la Chine pour assurer leur progression (voir le graphique 1).

Au deuxième trimestre 2012, l'ASEAN et la Chine représentaient 37,8% des exportations de la Thaïlande¹⁷ contre 31,9% pour l'ensemble constitué par l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain), l'Union Européenne et le Japon. Or, la croissance chinoise s'est ralentie au cours de l'année 2012 et le gouvernement chinois ne semble pas en mesure de renouveler un plan de relance équivalent à celui de 2008.

Le salut ne pouvant venir de l'extérieur, la Thaïlande est confrontée, pour la première fois depuis bien longtemps, à un effort d'introspection pour trouver les ressources internes lui permettant de rééquilibrer sa croissance en faveur du marché intérieur et renforcer sa compétitivité dans un environnement externe de plus en plus concurrentiel. Or, certains craignent que la Thaïlande ne soit déjà tombée dans le « piège des économies à revenu intermédiaire ».

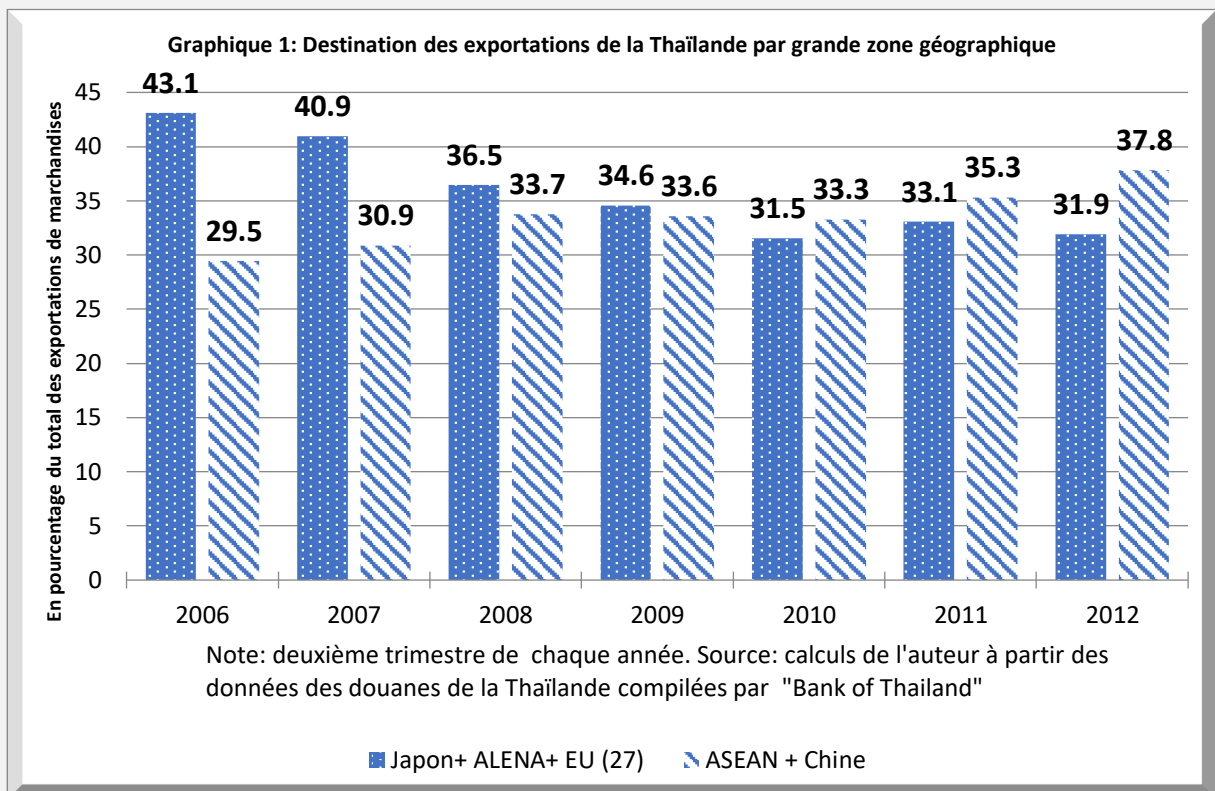
En témoigne la « Conférence économique nationale »¹⁸ organisée à Bangkok en juin 2012 par l'université Thammasat qui a consacré à ce thème sa séance plénière et invité plusieurs économistes étrangers à livrer leur diagnostic. Ce piège est celui dans lequel tombent des pays dont le revenu par habitant stagne une fois atteint le niveau de revenu intermédiaire défini par la Banque Mondiale et compris entre 4 036 et 12 475 dollars. Le revenu par habitant du pays ne progresse plus vers le niveau des pays à revenu élevé (supérieur à 12 475 dollars).

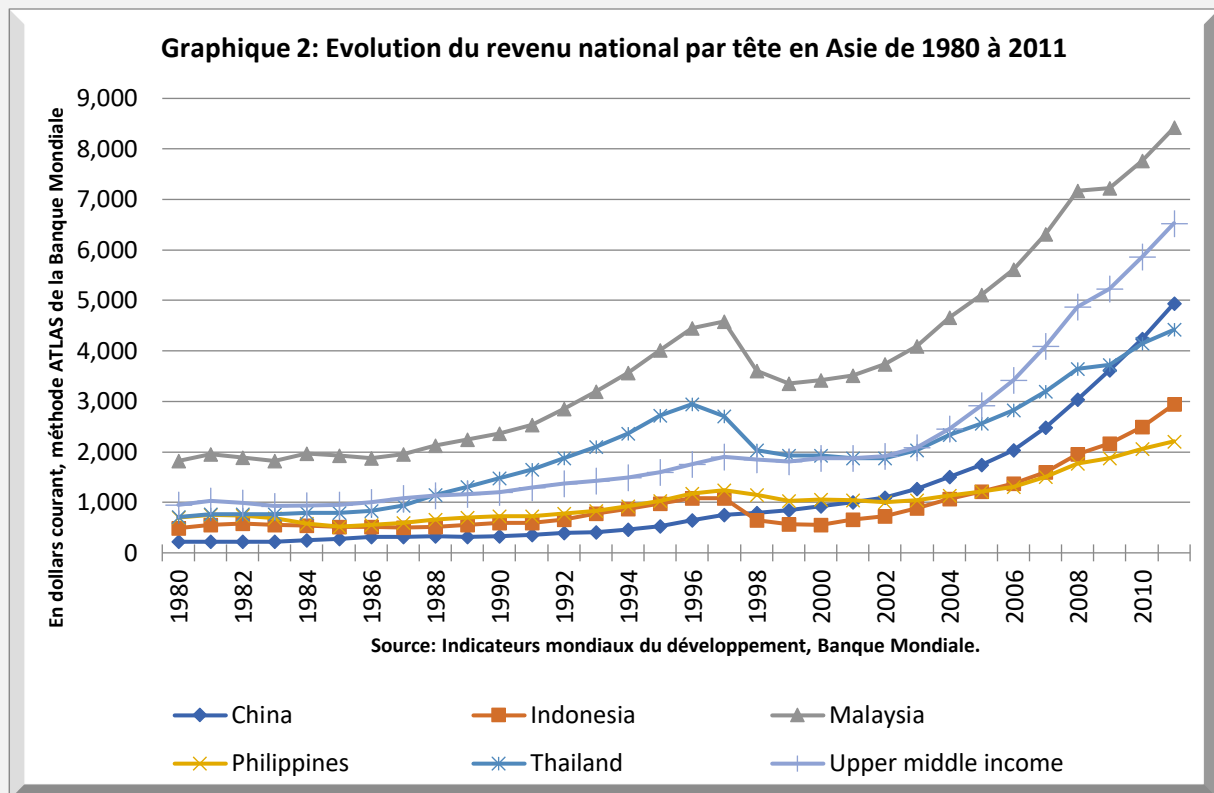
¹⁷ Le commerce de la Thaïlande avec l'ASEAN (25,6% du total au deuxième trimestre 2012), est lui-même très lié à la conjoncture économique en Chine et dans le reste du monde en vertu des chaînes globales de production que les firmes transnationales organisent dans la région. La Chine importe de l'Asie du Sud-Est des matières premières et des biens intermédiaires pour fabriquer des produits finis qui sont vendus en Chine ou réexportés.

¹⁸ Cette conférence est organisée chaque année par les plus grandes universités de Thaïlande et rassemble un grand nombre d'économistes thaïlandais.

La Thaïlande a intégré le niveau dit « moyen supérieur » en 2010. Mais une comparaison sur une longue période montre que la Thaïlande, qui faisait mieux que la moyenne des pays à revenu intermédiaire de tranche supérieure au cours de la période 1988-1998, se laisse distancer depuis 2004 et dépasser par la Chine en 2011 (voir graphique 2).

Plusieurs motifs sont invoqués pour expliquer cet essoufflement du régime de croissance thaïlandais : la baisse du taux d'investissement qui n'a jamais retrouvé son niveau d'avant la crise asiatique de 1997-98 ; les inégalités qui freinent la consommation ; l'instabilité politique qui rebute les investisseurs étrangers.





Mais c'est surtout l'éducation et l'innovation qui ont retenu récemment l'attention. L'idée étant que pour maintenir une croissance élevée, un pays doit passer d'un régime de croissance extensive où il met pleinement au travail sa population et augmente son stock de capital productif, à un régime de croissance intensive lorsque le travail et le capital étant pleinement déployés, le progrès technique doit prendre le relais pour augmenter la productivité. La Thaïlande (et d'autres pays d'Asie du Sud-est) serait parvenue à ce moment critique mais son entrée dans la phase de croissance intensive serait bloquée par les faiblesses du système éducatif et de son système national d'innovation.

En ce qui concerne l'éducation, le problème ne concerne pas tant l'accès à l'enseignement mais plutôt sa qualité. Plusieurs auteurs soulignent la faible qualité de l'éducation en Thaïlande même s'ils livrent un diagnostic différent. Pour Peter Warr¹⁹, l'enseignement primaire et secondaire serait de mauvaise qualité en raison de méthodes d'enseignement surannées et du corporatisme des syndicats d'enseignants. Pour Alain Mounier et Phasina Tangchuang²⁰, l'origine du problème est liée à la priorité donnée à l'enseignement professionnel aux dépens de l'enseignement général alors que l'école n'est pas capable de délivrer des qualifications clés en main. Elle peut seulement transmettre des connaissances permettant à l'élève d'acquérir un esprit critique qui le rendra à même de maîtriser les problèmes qui surgiront dans la pratique de son métier. Quel que soit le diagnostic, et la littérature sur le sujet est ancienne, aucune solution n'est proposée par le gouvernement de Yingluck Shinawatra, pas plus que par le précédent gouvernement d'Abhisit Wejajivah.

¹⁹ Peter Warr (2011). "Thailand, a nation caught in the middle-income trap", East Asia Forum. <http://www.eastasiaforum.org/2011/12/18/thailand-a-nation-caught-in-the-middle-income-trap/>

²⁰ Alain Mounier et Phasina Tangchuang (2010). "Education and Knowledge in Thailand: The Quality Controversy", Silkworm, Chiang Mai, Thaïlande.

Il en est de même concernant l'innovation dont la faiblesse est reconnue²¹. La conception selon laquelle la Thaïlande pourrait se contenter d'acheter à l'étranger les innovations dont elle a besoin ou bien de les attirer à travers les investissements réalisés par les firmes étrangères continue de prévaloir²². Or, l'histoire montre que les pays devenus riches sont des pays qui ont su produire des innovations grâce à un système éducatif et scientifique de qualité et qui ont su les incorporer dans le système productif national. Sur ce sujet aussi le gouvernement actuel n'a pris aucune initiative et se contente d'annoncer des mégaprojets d'investissement dont l'utilité sociale et la rentabilité économique ne sont pas démontrées, mais qui contenteront les milieux d'affaires, lesquels ont soutenu son élection.

En définitive, la critique essentielle que l'on peut adresser à la politique poursuivie par l'actuel gouvernement n'est pas d'avoir décidé une redistribution partielle et limitée des revenus, inutilement qualifiée de « populiste ». Mais de ne pas l'avoir articulée avec une stratégie de long terme visant à développer la productivité de l'économie thaïlandaise permettant la poursuite de l'amélioration du niveau de vie. À ce manque de vision du gouvernement de Yingluck sur le plan de la stratégie économique, s'ajoute une attitude politique essentiellement opportuniste et peu cohérente, laquelle pourrait à terme couper le parti Puea Thai d'une partie de sa base.

6. L'enquête sur les événements de 2010 et les dangers pour le gouvernement Yingluck

Faire la lumière sur les événements d'avril et de mai 2010 et mettre face à leurs responsabilités ceux qui ont perpétré les crimes faisaient également partie des promesses prioritaires de Yingluck lors de sa campagne électorale de juin 2011. Le bilan à cet égard est mitigé. Côté positif, pour la première fois dans l'histoire du royaume, un rapport détaillé réalisé par une commission indépendante, la Commission thaïlandaise de la vérité pour la réconciliation (TRCT, selon l'acronyme anglais), a été rendu public le 17 septembre 2012 sans aucun passage censuré²³. Après les événements d'octobre 1973 et d'octobre 1976, aucune commission indépendante n'avait été mise en place. Quant au massacre de mai 1992, il avait bien fait l'objet d'un rapport d'une commission indépendante, mais celui-ci n'avait pu être publié qu'au prix de très nombreuses coupes. Répartissant la responsabilité des morts d'avril-mai 2010 entre les militaires et les Chemises noires, un groupe armé lié, selon le rapport, à certains leaders des Chemises rouges, ce rapport rédigé sous la direction de l'ancien procureur général Kanit na Nakhorn décrit de manière assez équilibrée les tenants et les aboutissants de la crise politique thaïlandaise. Il formule aussi un certain nombre de recommandations dans sa partie finale, dont certaines ne manquent pas d'audace comme la réforme de la loi contre le crime de lèse-majesté. Parallèlement, des instructions judiciaires ont été engagées par la justice sur plusieurs dizaines de cas de personnes tuées durant les manifestations. La plupart des témoignages sont accablants à l'encontre des militaires. Par exemple, des récits précis, y compris ceux d'enquêteurs de la police, ont mis les militaires en cause dans le cas de cinq des six personnes tuées le 19 mai 2010 dans l'enceinte du temple Pathum Wanaram, dans la mort du photographe italien Fabio

²¹ Patarapong Intarakumnerd (2010). "Catching up or falling behind: Thailand's Industrial Development from the national innovation system perspective". In Yveline Lecler et Patarapong, Intarakumnerd (editors), "Sustainability of Thailand's Competitiveness: The Policy Challenges", ISEAS, Singapore.

²² Bruno Jetin (2010). "Industrial upgrading and Educational upgrading: two critical issues for Thailand". In Yveline Lecler et Patarapong, Intarakumnerd (editors), "Sustainability of Thailand's Competitiveness: The Policy Challenges", ISEAS, Singapore.

²³ Voir le site internet de la Commission : <http://www.thaitruthcommission.org:81/thaitruth/>

Polenghi et dans celle d'un chauffeur de taxi abattu le 15 mai dans le quartier de Ratchaprarop. Moment historique car jamais des enquêteurs n'avaient déclaré aussi explicitement devant des tribunaux que des militaires ont tué des civils lors d'opérations de répression de manifestations. Cela ne doit certes pas éclipser le fait que certaines victimes, notamment les militaires tués au carrefour Khok Wua le 10 avril 2010, l'ont probablement été par des Chemises noires.

Le chef de l'armée de terre, le général Prayuth Chan-Ocha, a réagi avec humeur devant cette mise en accusation de ses troupes. Lorsque le Département des enquêtes spéciales (DSI, le « FBI » thaïlandais) a convoqué deux *snipers* militaires, lesquels étaient apparus fusils à lunette en main dans des photos de presse, le bouillant officier a lancé sur un ton presque menaçant : « Si les soldats avaient voulu blesser les gens, ils auraient fait feu de la ligne de front et beaucoup seraient morts ». Énervés, les chefs de l'armée en sont toutefois restés à des réactions verbales et n'ont pas essayé de bloquer les enquêtes. Cette mise en cause de l'armée s'inscrit dans le cadre d'une relative érosion de la position de force des militaires au sein du monde politique thaïlandais. Ainsi, leur position dominante dans les médias commence à être remise en question avec la création d'une Commission indépendante sur la diffusion (National Broadcasting Commission), laquelle, toutefois, reste présidée par un officier.

Les procédures judiciaires se déroulent de manière indépendante du gouvernement. En revanche, il est difficile de ne pas voir la main de l'administration en place derrière la campagne enthousiaste du DSI pour mettre les auteurs des crimes d'avril-mai 2010 devant leurs responsabilités. Malgré cela, un nombre croissant de Chemises rouges ont l'impression que le gouvernement ne s'engage pas assez vigoureusement dans la lutte contre l'impunité, estimant même que les importantes compensations versées (7 millions de bahts, soit 175 000 euros, pour les familles des tués) pourraient se substituer aux poursuites judiciaires. Il s'y ajoute le fait que, si les leaders des Chemises rouges ont, dans leur quasi-totalité, été libérés sous caution, des centaines de militants de base restent emprisonnés depuis l'été 2010. Il existe là un risque pour Yingluck et le Puea Thai de se dissocier de la partie la plus radicale – ou la plus « intègre » – du mouvement des Chemises rouges. Les réactions négatives du public en entendant le discours égocentrique de Thaksin (retransmis sur écran géant) lors du second anniversaire du 19 mai en sont une première indication.

« L'homme qui se trouve au loin », comme l'appellent parfois ses amis politiques, n'en peut plus, en effet, de ronger son frein : il souhaite rentrer en Thaïlande au plus tôt, mais à condition que sa sécurité soit assurée, que sa condamnation soit effacée et que le système politique lui soit favorable. Toutes les péripéties politiques de 2012 sont liées à ce jeu de la carotte et du bâton exercé par l'ancien Premier ministre. Par exemple, l'ardeur du DSI à épingler les militaires dans les violences de l'été 2010 constitue une carte majeure dans le jeu de Thaksin pour pouvoir obtenir une amnistie générale. La réforme de la Constitution vise à maintenir le Puea Thai au pouvoir car Thaksin s'était rendu compte lors de son premier retour d'exil en 2008 qu'il ne pouvait plus dominer le jeu politique sous l'égide de la charte de 2007. À la fin de 2012, aucun compromis n'avait encore pu être trouvé entre la faction pro-Thaksin de l'élite et l'establishment pro-royaliste et traditionnel, malgré les bonnes relations établies entre, d'une part, Yingluck, et d'autre part les militaires et les milieux pro-royalistes.

7. La question du crime de lèse-majesté

Ces bonnes relations ont été grandement aidées par la position intransigeante du gouvernement de Yingluck sur la question de la loi contre le crime de lèse-majesté : celui-ci a refusé résolument toute proposition de réforme, alors même que des groupes de plus en plus nombreux de la société civile se mobilisent contre une législation perçue comme archaïque et injuste. La position « plus royaliste que le roi » du gouvernement sur cette question a fortement déçu les Chemises rouges, partisans pour beaucoup d'entre elles de mettre un frein à la dérive ultra-

monarchiste du pays. Mais elle peut se comprendre dans le contexte du crépuscule du règne de Bhumibol où personne, dans les cercles de l'élite, ne veut se voir accuser d'affaiblir le système monarchique. Si le discours et l'attitude des autorités sont restés proches du fanatisme adulateur, versant parfois dans l'ubuesque – comme lorsque l'on oblige des sportifs étrangers à s'incliner devant le portrait du roi après leur victoire –, le nombre des condamnations pour crime de lèse-majesté a en fait fortement diminué depuis le début du mandat de Yingluck. Un cas emblématique a toutefois vivement mis en lumière l'emploi abusif et inique de cette loi : celui d'Ampol Tangnoppakul. Ce retraité de 61 ans a été condamné à 20 ans de prison pour avoir supposément envoyé, en mai 2010, des textos insultant la famille royale sur le téléphone portable du secrétaire du Premier ministre de l'époque, Abhisit Vejjajiva. Ampol, surnommé « Oncle SMS » par la presse, est décédé en prison d'un cancer après avoir vu rejeté à huit reprises sa demande de libération sous caution pour raison de santé. Il avait été condamné au cours d'un procès au cours duquel les preuves présentées étaient faibles et la charge de la preuve a été renversée, pesant, contrairement à toute la jurisprudence thaïlandaise, sur l'accusé et non sur l'accusateur.

Dans le contexte de la succession qui s'approche, et malgré l'impact négatif de la loi sur le crime de lèse-majesté sur l'image internationale du pays, il est probable qu'aucun gouvernement à venir ne cherche à réformer l'article 112 du Code pénal (celui sur le crime de lèse-majesté), pour ne pas risquer de se retrouver en position d'accusé lors d'une phase qui sera la plus délicate pour la Thaïlande depuis plusieurs décennies.

8. L'absence de politique vis à vis du Sud à majorité musulmane

Il est bien difficile de définir le contenu de la politique du gouvernement de Yingluck sur le Sud de la Thaïlande. Ce dossier brûlant a été relégué au dernier rang des préoccupations du gouvernement. Yingluck ne s'y intéresse pas et ne se rend sur place que lorsque la pression des événements et les critiques des médias se font trop fortes. La gestion de la situation est déléguée aux militaires, qui ont reçu depuis 2004 180 milliards de bahts (4,7 milliards d'euros) pour pacifier les trois provinces de Pattani, Yala et Narathiwat. Sans grand succès d'ailleurs, car, en 2012, les séparatistes semblaient avoir gagné en efficacité, menant de nombreuses actions spectaculaires et meurtrières.

C'est dans ce contexte que sont intervenus, coup sur coup, deux petits événements, au début de septembre 2012. Le 7, l'imprévisible vice-Premier ministre Chalerm Yoobamrung a soudainement lancé l'idée d'instaurer un système électif pour les gouverneurs des trois provinces, dérogeant ainsi au rigide système bureaucratique selon lequel le ministre de l'Intérieur désigne les gouverneurs. Trois jours après, 93 « séparatistes » se rendaient lors d'une cérémonie officielle à Narathiwat présidée par le général Udomchai Thammasarorach, ayant découvert que leurs objectifs « étaient trop ambitieux » et manifestant la volonté « d'obtenir un travail et de mener une vie paisible ». Ce type de reddition est un processus employé à plusieurs reprises par l'armée dans le passé pour mettre un terme à des insurrections, qu'il s'agisse de la rébellion du Parti communiste thaïlandais éteinte au début des années 1980 ou du mouvement séparatiste du Sud.

Outre le fait qu'il a porté sur un nombre très limité de personnes dont le rôle dans l'insurrection n'est pas clair, ce processus est purement pragmatique : les insurgés déposent les armes et obtiennent une certaine forme de pardon pour leurs crimes. La question de fond – la revendication politique, identitaire et culturelle des Malais musulmans du Sud, produit de décennies de marginalisation par Bangkok – est ignorée. Pourtant, des propositions existent pour engager un processus de résolution du conflit : statut administratif spécial, décentralisation, reconnaissance des droits culturels, promotion du jawi (la langue locale, issue

du malais mais écrite avec l'alphabet arabe) comme langue officielle parallèlement avec le thaï... Un processus qui, certes, est complexe et prendra du temps à aboutir.

Quant à la proposition de Chalerm, elle allait dans le bon sens, mais elle a semblé être formulée d'une manière improvisée, sans même que les autres membres du gouvernement ou du parti gouvernemental le Puea Thai aient été consultés, comme un ballon d'essai. Et elle est retombée presque aussi vite qu'elle a été lancée. Comme souvent, la « question du Sud » est utilisée par les politiciens comme un pion dans le cadre de la compétition politique nationale.

9. La poussée sociale croissante des classes inférieures

En conclusion de cet article, nous pensons nécessaire d'insister sur le fait que la compétition entre cercles rivaux de l'élite n'est qu'un niveau de lecture de la crise de transition qui agite la Thaïlande ces dernières années. Le second niveau de lecture, peut-être plus difficile à saisir, traduit, comme l'a expliqué le politologue britannique Chris Baker²⁴, la « poussée » exercée par les classes inférieures de la société, lesquelles « ont pris conscience de leur capacité à changer leur destin ». L'universitaire australien Andrew Walker a tout récemment publié un ouvrage utile pour cerner plus précisément ces « classes sociales inférieures » et leurs aspirations²⁵. Dans le Siam des années 1930, les nouvelles classes moyennes éduquées s'opposaient aux milieux aristocratiques et revendiquaient un espace politique. Dans cette phase de bouleversement, les militaires et les fonctionnaires d'origine non-aristocratique et les hommes d'affaires qui avaient été déçus de l'incapacité du gouvernement royal de faire face à la crise économique de la fin des années 1920 s'étaient alliés²⁶. Ces dernières années, de manière assez atypique, les classes moyennes se sont alliées aux élites traditionnelles pour s'opposer à la poussée sociale d'en bas. Un élément d'explication pourrait résider dans le fait que les Sino-thaïlandais constituent la majorité des classes moyennes urbaines et se sentent menacés dans leurs privilèges économiques par les provinciaux venant d'un milieu rural - culturellement très différent du leur - et qui ont commencé à acquérir un certain pouvoir d'achat et un certain niveau d'éducation. Cette lutte en cours pour le partage de l'espace politique est d'autant plus acrimonieuse qu'elle s'inscrit dans le contexte du crépuscule du plus long règne de l'histoire du pays – soixante-six ans - et d'une succession incertaine.

²⁴ Présentation au Club des correspondants étrangers de Thaïlande, 9 août 2012.

²⁵ Andrew Walker (2012), "Thailand's Political Peasants: Power in the Modern Rural Economy", University of Wisconsin Press, Madison.

²⁶ Voir: David K. Wyatt (1984), "Thailand, A Short History", Silkwood Books, Chiang Mai. Chris Baker et Pasuk Phongpaichit (2005), "A History of Thailand", Cambridge University Press, Cambridge.

PORTRAITS

Kittirat na Ranong, l'homme du « mensonge pieux »

Ce fils de bonne famille, diplômé de la faculté d'économie de l'université Chulalongkorn, avait séduit beaucoup d'observateurs lors de sa prise de fonction comme vice-Premier ministre et ministre du Commerce dans le premier gouvernement mis en place par Yingluck Shinawatra, en août 2011. Il avait ensuite abandonné son portefeuille du commerce en janvier 2012 pour prendre celui des finances. Une certaine candeur, peu courante dans les milieux politiques thaïlandais, son caractère accessible et sa disponibilité vis-à-vis des médias, en avaient fait une des figures sympathiques de l'administration Yingluck, aux côtés d'hommes d'affaires douteux et de quasi-mafiosi. Cette belle image a toutefois volé en éclat lorsque Kittirat a, à la grande surprise de tous, reconnu avoir menti sur les prévisions de croissance des exportations lors d'une conférence publique en août 2012. Il avait fixé cette prévision de croissance à 15 % de l'année, mais a ensuite reconnu lors de cette conférence avoir su dès le départ que cette prévision était « irréaliste », mais l'avoir prononcé publiquement pour « créer de la confiance dans l'économie ».

C'est tout le contraire qui s'est passé. Une tempête de critiques, venues de tous les camps y compris de celui du parti gouvernemental Peua Thai, s'est déchaînée à l'encontre de l'économiste, ponctuée d'appels à la démission. Kittirat, qui semble avoir confondu souhait et prévision basée sur une analyse scientifique des données, a été bien en peine de se défendre lui-même ; c'est la cheffe du gouvernement, la Premier ministre en personne qui a dû intervenir fin août 2012 pour assurer qu'elle pensait que son ministre « avait de bonnes intentions pour le pays ».

Après cet incident majeur, Kittirat a conservé son poste mais s'est tenu sur la réserve, défendant mollement en public la politique controversée de soutien aux prix du riz, mais dans les faits exigeant du ministère du Commerce qu'il revoit à la baisse ses quasi-subsidies aux riziculteurs.

Kiat Sittheeamorn, l'affable négociateur

Ce francophone de 53 ans, ancien représentant en Thaïlande de la firme Thomson C.S.F, est, avec Korn Chatikavanij, l'une des deux têtes pensantes économiques du parti Démocrate d'opposition. Diplômé en gestion à l'université de Harvard, il est proche du chef du parti et ancien Premier ministre Abhisit Vejjajiva, lequel l'avait nommé durant son mandat comme représentant commercial de la Thaïlande. A ce poste, Kiat, charmeur et habile, avait su tisser entre janvier 2009 et juillet 2011 de bonnes relations avec les ministres économiques français en visite à Bangkok.

Issu du milieu des affaires, Kiat avait gagné ses galons au sein du parti Démocrate dans les années 2005-2006 lorsque les Chemises jaunes menaient campagne pour faire chuter le gouvernement de Thaksin Shinawatra. Il avait réussi, entre autres, à décrypter le complexe montage financier qui avait permis à Thaksin de vendre son conglomérat Shin Corp au singapourien Temasek sans payer de taxes.

Après les manifestations et la répression qui s'en est suivie en avril-mai 2010, Kiat est devenu l'envoyé spécial de la Thaïlande en Asie, en Europe et aux Etats-Unis pour tenter de réhabiliter l'image sérieusement écornée du gouvernement d'Abhisit. Une mission difficile qu'il a su accomplir avec finesse, en parlant de réconciliation et des frustrations sociales des classes modestes tout en rejetant la responsabilité principale de la crise sur les ambitions politiques effrénées de Thaksin.

Aux élections de juillet 2011, Kiat est devenu député et, après la prise de fonction de Yingluck Shinawatra, il a été nommé au poste de vice-Premier ministre dans le *shadow government* mis en place au sein du parti Démocrate pour surveiller le nouveau gouvernement pro-Thaksin. Il

s'en est pris particulièrement à la politique gouvernementale de soutien aux prix du riz, soulignant que la Thaïlande était passée du premier au troisième rang mondial en ce qui concerne les exportations de riz. Selon lui, les pertes engendrées par ce programme de soutien pourraient se monter à 5 milliards d'euros.